



Directeur du
Projet du millé-
naire de l'ONU,
directeur de
l'Institut de la
Terre, Columbia
University

Augmenter l'aide publique avant qu'il ne soit trop tard

PAR JEFFREY D. SACHS

Pourquoi la réalisation des Objectifs du millénaire pour le développement (OMD) se heurte-t-elle à tant d'obstacles en Afrique subsaharienne? La réponse habituelle est que le continent souffre d'un grave problème de gouvernance. Du Zimbabwe à la République démocratique du Congo en passant par le Soudan ou le Liberia, l'impression d'une crise d'ampleur continentale est compréhensible, mais elle est fautive. Beaucoup de pays sont relativement bien gouvernés, surtout si l'on considère leurs revenus extrêmement faibles. Et pourtant, même relativement bien gouvernés, ils restent embourbés dans la pauvreté. La crise africaine exige donc une explication plus large. En fait, une grande partie de la zone subsaharienne demeure prise au piège du sous-développement, qui l'empêche d'accéder à un niveau élevé et constant de croissance économique. À l'évidence, la gouvernance peut être améliorée sur le continent. Mais les réformes politiques ne suffiront pas pour sortir de ce piège. Avec une très faible épargne intérieure et des entrées de capitaux limitées, bien peu d'éléments laissent entrevoir une issue prochaine à cette situation de

interventions à l'échelle nationale. Elles doivent élaborer un plan de financement, puis calculer ce que les ressources intérieures pourront apporter pour en déduire ce que devra être la part des donateurs. Bien que la réduction de la pauvreté relève d'abord de la responsabilité des pays en développement eux-mêmes, atteindre les Objectifs dans les pays les plus pauvres – ceux qui en attendent le plus – exigera une augmentation importante de l'aide publique au développement (APD). Il est à noter que nous ne proposons pas de nouveaux processus de développement. Nous recommandons simplement que les processus actuels aillent dans le sens des Objectifs.

Combien coûtera la réalisation des OMD? Quelle sera la part de ce montant prise en charge par les ressources nationales? Combien les donateurs devront-ils apporter? On ne peut donner de réponse précise à ces questions que par une évaluation détaillée des besoins, qui doit être l'œuvre des pays eux-mêmes. Le Projet du millénaire s'est associé à des organisations locales pour évaluer les besoins de cinq pays en ce qui

concerne les infrastructures, les ressources humaines et le financement. À titre d'exemple, nous avons calculé que le Ghana devrait consentir des investissements publics annuels de

Même les pays d'Afrique subsaharienne relativement bien gouvernés restent embourbés dans la pauvreté.

pauvreté. Le Projet du millénaire de l'ONU recommande donc que l'on procède le plus rapidement possible à un large financement de ces interventions, avec le soutien des organisations non gouvernementales, souvent les mieux placées pour agir.

La recommandation centrale du Projet du millénaire est que chaque pays confronté à l'extrême pauvreté adopte et mette en œuvre une stratégie nationale de développement assez ambitieuse pour atteindre les Objectifs. Jusqu'ici, la plupart des stratégies nationales ne l'ont pas été : elles ont seulement prévu de modestes expansions marginales des services sociaux et des infrastructures, basées sur des budgets et des aides extérieures existant déjà.

Les stratégies de réduction de la pauvreté doivent s'inscrire dans un cadre décennal ambitieux pour arriver aux résultats quantitatifs fixés par les OMD. Elles doivent se poser le problème des moyens nécessaires et de la mise en œuvre des

78 dollars par habitant en 2006, contre 40 dollars par habitant dépensés en 2002, pour atteindre 122 dollars en 2015. Les évaluations pour d'autres pays à faibles revenus sont du même ordre.

En plus de l'importante augmentation des ressources intérieures, le Projet du millénaire a procédé à une estimation de l'aide au développement nécessaire pour payer la différence entre ce dont les pays auront besoin pour atteindre les Objectifs et leur propre contribution. Nous avons calculé qu'il faudrait vraisemblablement, pour remplir les Objectifs, 135 milliards de dollars en 2006 pour atteindre 195 milliards de dollars en 2015. Ce qui représenterait respectivement 0,44 % et 0,55 % du PIB des pays donateurs, beaucoup moins que le 0,7 % auquel ils se sont déjà engagés. Il est à noter qu'un complément d'aide sera nécessaire pour financer d'autres besoins, comme des mesures pour pallier le changement de climat ou assurer la préservation de l'environnement : c'est pourquoi il est

essentiel de respecter l'engagement de porter l'APD au niveau de 0,7 % du PIB. Le doublement de l'aide est peu de chose comparé à la richesse des pays à hauts revenus et aux 900 milliards de dollars annuels du budget militaire mondial. Si l'on veut atteindre les Objectifs du millénaire, il faut faire dès 2005 un effort important. Heureusement, le Britannique Tony Blair et le Français Jacques Chirac ont repris à leur compte le plan du chancelier de l'Échiquier Gordon Brown et se sont engagés à le mettre en œuvre. 2005 devra être une année-charnière, avec le grand rendez-vous du sommet du G8 en Écosse en juillet. Chirac a demandé à Jean-Pierre Landau un rapport sur les mécanismes de financement du développement. Blair a créé une Commission pour l'Afrique qui a publié le 11 mars un rapport indiquant qu'une aide fortement accrue des donateurs, bien dépensée, est nécessaire pour aider l'Afrique à se sortir de la pauvreté. Nous comptons beaucoup sur le sommet du G8. Nous espérons que les pays riches s'engageront à au moins doubler l'aide au développement de 2005 à 2015, en se fixant pour but d'y consacrer 0,5 % de leur PIB en 2010 pour arriver à 0,7 % en 2015. À partir de là, l'Assemblée générale de l'ONU de septembre 2005 pourra juger de l'avancement de la Déclaration du millénaire.

Les pays membres devront s'engager à prendre une série de mesures précises, première étape d'une décennie de croissance rapide et de progrès social pour les pays les plus pauvres de la planète. Il est urgent d'agir si nous voulons que cette décennie nous permette d'atteindre les Objectifs du millénaire.

Les pays en développement doivent se mobiliser. Les pays riches doivent se demander s'ils ont intérêt, comme beaucoup le font actuellement, à souligner les responsabilités incombant aux pays pauvres au lieu de tenir leurs propres engagements. En 2005, il faut absolument que ces engagements soient respectés et que l'on prenne les mesures nécessaires avant qu'il ne soit trop tard. Il en va de la crédibilité du système international. Sans un grand pas en avant en 2005, les pays pauvres bien gouvernés ne pourront pas appliquer la stratégie des OMD, et leur confiance en la communauté internationale de réduire la pauvreté risque fort de s'évanouir. Si nous n'agissons pas maintenant, c'en est fini des Objectifs du millénaire. ■

The End of Poverty, par Jeffrey D. Sachs, The Penguin Press, New York, 2005.

Les Objectifs du millénaire pour le développement

En septembre 2000, les 191 États membres de l'ONU ont décidé de réduire de moitié la pauvreté dans le monde d'ici à 2015. Pour y parvenir, ils se sont fixé huit objectifs prioritaires.

1. Réduire l'extrême pauvreté et la faim

Réduire de moitié la proportion de la population dont le revenu est inférieur à 1 dollar par jour et réduire de moitié la proportion de la population qui souffre de la faim.

2. Assurer l'éducation primaire pour tous

Donner à tous les enfants, garçons et filles, les moyens d'achever un cycle complet d'études primaires.

3. Promouvoir l'égalité des sexes

Éliminer les disparités entre les sexes dans les enseignements primaire et secondaire d'ici à 2005,

si possible, et à tous les niveaux de l'enseignement en 2015, au plus tard.

4. Réduire la mortalité infantile

Réduire de deux tiers le taux de mortalité des enfants de moins de 5 ans.

5. Améliorer la santé maternelle

Réduire de trois quarts le taux de mortalité maternelle.

6. Combattre le VIH-sida, le paludisme et d'autres maladies

Stopper la propagation du VIH-sida et commencer à inverser la tendance actuelle. Maîtriser le paludisme et d'autres grandes maladies, et commencer à inverser la tendance actuelle.

7. Assurer un environnement durable

Intégrer les principes du dévelop-

pement durable dans les politiques nationales; inverser la tendance actuelle à la déperdition des ressources environnementales. Réduire de moitié le pourcentage de la population qui n'a pas accès de façon durable à l'eau potable.

8. Mettre en place un partenariat mondial pour le développement

Poursuivre la mise en place d'un système commercial et financier multilatéral ouvert, ce qui suppose un engagement en faveur d'une bonne gouvernance, du développement et de la lutte contre la pauvreté, tant au niveau national qu'international. S'attaquer aux besoins des pays les moins avancés par l'allègement de la dette des pays pauvres très endettés et l'octroi d'une aide publique au développement plus généreuse aux pays qui démontrent leur volonté de lutter contre la pauvreté.